"Changer radicale

▸ Le président du MOC estime qu'il faut oser le débat sur la réduction du temps de travail.

▸ Il soutient le ministre Philippe Henry (Ecolo).

Entretien Vincent Rocour

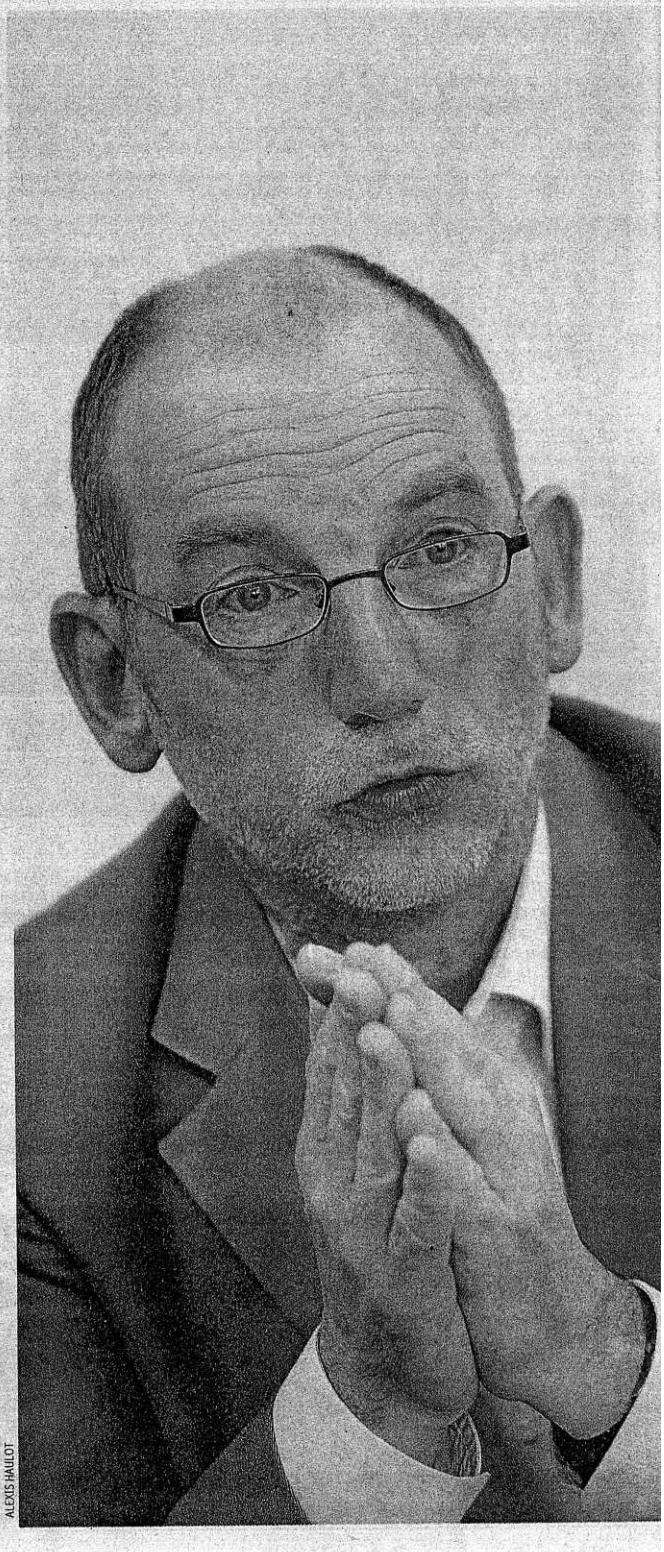
Thierry Jacques a été reconduit jeudi dernier à la présidence du Mouvement ouvrier chrétien (MOC). Il était le seul candidat. Mais en vertu des nouveaux statuts, sa candidature n'en a pas moins été soumise au vote des membres du Conseil politique du MOC. Un plébiscite : il a récolté 96 voix sur 105. Le voilà donc à nouveau président pour 4 ans. Thierry Jacques balaye l'actualité socio-politique : les effets de la crise, le développement durable, la réforme de la sécurité sociale, jusqu'au dossier Città Verde.

Durant votre premier mandat, il y a eu le déclenchement de la crise. Est-ce qu'elle a changé le regard du MOC sur l'économie ?

La crise a rendu d'autant plus cruciale toute l'action que nous menions déjà avant son déclenchement pour transformer la société. Elle a accéléré notre réflexion autour du projet de société. Nous sommes en train de quitter un monde pour aller dans un autre. Et cet autre monde, il faut le construire.

A-t-on vraiment quitté un monde ? Les banques, par exemple, ont-elles changé leurs façons de faire ?

On est en train de quitter un monde malgré le fait que, sans doute parce que c'est douloureux, beaucoup pensent pouvoir maintenir les recettes classiques qui ont plus ou moins fonctionné jusqu'ici. Et c'est le cas de banques. Le monde financier est un peu comme un conducteur fantôme qui, roulant à contresens, provoque un carambolage; puis, après que son véhicule ait été réparé, reprend la route dans le même sens. Il y a de grandes chances pour que d'ici à la fin 2010, un nouveau crash financier se produise. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le prix Nobel d'économie Paul Krugman. Et il n'est pas le seul. Il faut changer radicalement le modèle. Ce sont les inégalités sociales qui sont la cause de la crise. Si on reprend les mêmes recettes, avec des emplois précaires, une inégalité entre revenus du travail et du capital, on retourne le plus sûrement vers de nouvelles crises.



ALEXIS HAULOT

Repères

Le MOC, une coupole

Le Mouvement ouvrier chrétien constitue tout à la fois une coupole et un lieu de rencontre entre les organisations constitutives du pilier social chrétien. Ces organisations sont au nombre de cinq : le syndicat (la CSC), la mutuelle (la Mutualité chrétienne), le mouvement de jeunesse (la Jeunesse ouvrière chrétienne), le mouvement de femmes (Vie féminine) et un mouvement d'éducation permanente dans les milieux moins favorisés (Les équipes populaires). Le MOC entretient aussi des liens étroits avec son pendant flamand, l'ACW.

Le MOC a longtemps été un membre à part entière du parti catholique, puis du PSC. Il a opté pour le pluralisme politique au début des années 70. Il est actuellement dirigé par Thierry Jacques, qui a travaillé pendant 20 ans avant cela à la CSC. Réélu la semaine dernière, il annonce la tenue d'un congrès du MOC au printemps 2011. Un congrès destiné à revoir les options fondamentales du mouvement. Une large place devrait être accordée au développement durable. (V. R.)

La phrase

"Richard Miller a été chargé de remettre sur rail le libéralisme social. Mais c'est une opération de séduction électorale. On ne change pas les fondamentaux. On ne change pas le modèle économique."

Thierry Jacques

Le président du MOC commente ainsi l'adoption par le MR de son manifeste "Mieux pour tous", qui revisite son programme.

lalibre.be

COMMENTAIRES

Réagissez aux propos de Thierry Jacques ou au projet "Città Verde" sur le site lalibre.be.

ment de modèle"

Ce n'est pas la première crise...

Sauf que cette fois, la crise est inédite. Elle est mondiale. Et multiple. Il y a eu le crash financier qui a infecté toute l'économie, la crise alimentaire avant cela, la crise énergétique, la crise climatique... Il faut un changement radical. Prenons l'agriculture. L'agriculture actuelle, on l'a vu avec la crise du lait, anéantit les petites exploitations, affame les populations du tiers-monde et, chez nous, pose des questions de santé à cause d'un mode d'exploitation intensif. Il faut le changer radicalement. Et cela vaut pour d'autres secteurs comme l'industrie automobile.

La Wallonie est-elle armée pour opérer ce changement auquel vous appelez ?

Je sens qu'en Wallonie, mais aussi à Bruxelles, il y a une prise de conscience que les choses ne peuvent pas continuer comme cela. Par rapport à l'enjeu climatique, par exemple. Je crois par ailleurs que les autorités politiques, et en particulier les majorités actuelles si j'en juge par les déclarations de politique générale, ont une réelle volonté de changement. Evidement, il y a les contraintes budgétaires, des contraintes alourdies encore un peu plus par la crise. Il faudra voir la capacité des entités politiques de mobiliser les moyens financiers pour transformer le modèle. Il y a un besoin de justice fiscale qui n'est pas rencontré actuellement. Au niveau fédéral, puisque c'est là que le levier fiscal est le plus important. Mais aussi au niveau des entités fédérées. Les entités fédérées ont aujourd'hui une marge de manœuvre fiscale qu'elles utilisent de façon trop limitée.

Un exemple ?

On pourrait aller plus loin sur la question des droits d'enregistrement. La Wallonie pourrait aussi jouer un rôle plus important dans la fiscalité communale. Il n'est quand même pas normal que la fiscalité la plus lourde se marque dans les communes les plus pauvres et la fiscalité la plus légère, dans les communes plus riches.

Donc, pour vous, on devrait augmenter la fiscalité dans les communes plus favorisées et diminuer celle dans les communes qui le sont moins ?

Exactement. Il est quand même incroyable que La Louvière ait un taux d'additionnels à l'IPP plus élevés que les communes riches du Brabant wallon.

A propos de crise, il y a celle qui s'annonce à propos des pensions. Le fonds de vieillissement n'est plus alimenté...

Les échéances se rapprochent. Et l'on n'est pas suffisamment armé.

Faut-il augmenter l'âge de la retraite ? Encourager le deuxième et troisième pilier ?

Nous, c'est le premier pilier qu'on veut développer. La crise financière a lessivé les pensions du troisième pilier.

Quant à la durée de la carrière, il faut voir cela de manière plus globale. Cela ne sert à rien d'augmenter la durée moyenne des carrières s'il n'y a pas un effort suffisant pour faire accéder un maximum de gens au travail. Cela pose la question du temps de travail. Philippe Defeyt l'a montré récemment. S'il n'y avait pas eu une diminution forte du temps de travail au cours des 40 dernières années, il y aurait eu un chômage beaucoup plus important aujourd'hui. Le nombre de postes de travail a en effet augmenté de 17% durant cette période alors que le volume total d'heures de travail a baissé de 5% en Belgique. Il faut donc poser la question de la réduction du temps de travail. Sans tabou.

La FGTB a parlé de la semaine des 4 jours.

Cela peut être une formule. Il y en a d'autres.

L'instauration des 35 heures, comme en France ?

Contrairement à ce que certains avancent, les 35 heures en France ont donné des résultats positifs à la fois en termes d'emplois et sur le plan de la qualité de vie.

La ministre des Affaires sociales Laurette Onkelinx (PS) a lancé un appel en faveur d'une refonte du financement de la sécurité sociale. Vous en pensez quoi ?

L'idée est bonne. Cela fait longtemps que nous disons qu'il faut revoir le mode de financement de la sécurité sociale. Nous plaidons en particulier pour l'instauration d'une Cotisation sociale généralisée (CSG), qui à l'avantage de toucher tous les revenus et pas seulement ceux du travail. Les partenaires sociaux devraient se mettre ensemble autour de la table.

Le MOC, qui en était un grand partisan, n'est pas déçu par les coalitions Olivier ?

La politique est l'art du compromis. On sait qu'on n'a pas toujours ce qu'on espérait. Cela dit, un certain nombre de choses jusqu'ici nous paraissent aller dans le bon sens. En matière d'énergie, de logement. En matière d'enseignement, aussi. Les dernières décisions par rapport à l'inscription nous semblent aller dans le bon sens.

Vous qui connaissez bien Charleroi, que pensez du débat autour du projet commercial Città Verde recalé par le ministre Philippe Henry (Ecolo) ?

C'est un très beau débat, emblématique de ce que doit être une vraie politique de changement. Voilà un projet dont des études sérieuses montrent que la création nette d'emplois risque d'être nulle voire négative au niveau régional, un projet dont le promoteur a apporté des mesures cosmétiques pour verdir son projet... Cela fait réfléchir. Mais le vrai problème d'un projet comme celui-là est celui du modèle de société qu'il prône. Est-ce que l'on veut des grands complexes commerciaux, situés en dehors des centres urbains, que l'on rejoint le plus souvent avec des modes de transport privés, où les gens vont passer quelques heures de leur temps libre? Est-ce ce modèle de loisirs de consommation que l'on veut pour Charleroi ? Ou veut-on un commerce dans les centres-villes, avec un accès plus collectif et qui est intégré dans un tissu urbain faisant aussi de la place à des activités citoyennes et culturelles ? C'est vraiment cela, le cœur du débat.

Le MOC est donc davantage derrière le ministre Henry que derrière le bourgmestre de Farciennes dans ce dossier ?

En fonction des éléments dont nous disposons, oui.

Le MR s'est doté d'un nouveau manifeste. Il se dit social. Vous l'avez lu ? Vous en pensez quoi ?

Ils nous refont un peu le coup du libéralisme social d'il y a quelques années. Avec Didier Reynders à la présidence du MR, le discours s'était musclé. Cela a provoqué à la fois un certain isolement du MR et des réactions internes au parti. Richard Miller a dès lors été chargé de remettre sur rail le libéralisme social. Mais c'est une opération de séduction électorale. On ne change pas les fondamentaux. On ne change pas le modèle économique. Richard Miller le dit d'ailleurs lui-même.

On ne peut donc pas dire, comme Mischaël Modrikamen, que le MR est devenu un parti de centre-gauche ?

De centre-gauche, sûrement pas. Le MR reste un parti de droite, qui selon les circonstances peut être un peu plus au centre.

Gouvernement | Sécu

Appel à un nouveau pacte social

▸ Laurette Onkelinx (PS) propose une réforme du financement de la Sécu.

Laurette Onkelinx, la vice-Première ministre PS, que les lecteurs du "Trends" ont récemment qualifié de *"femme la plus puissante de Flandre"*, lance un appel en faveur d'un nouveau pacte social *"comme dans l'après-guerre"*. Interrogée samedi par "Le Soir" et "De Standaard", elle admet que le mode de financement actuel de la sécurité sociale doit impérativement changer. Pourquoi ? Parce que les prestations de la Sécu vont, sous l'effet du vieillissement, passer de 23% du PIB à 31% au cours des prochaines décennies et que l'on ne pourra plus payer le système principalement par les cotisations prélevées sur le travail. Déjà aujourd'hui, reconnaît Laurette Onkelinx, *"le travail est trop taxé"*.

Ce qu'elle propose, c'est un *"deal"* entre les employeurs, les syndicats et le gouvernement. Un deal pour limiter à 50% l'apport des cotisations sociales au financement de la Sécu – aujourd'hui, les cotisations représentent 65% des recettes de la sécurité sociale. En compensation, Laurette Onkelinx propose de dégager des sources de recettes alternatives. Lesquelles ? La cheffe de file du PS au fédéral ne rentre pas dans les détails. Mais elle ouvre des voies. *"Via l'impôt des sociétés, ou par des formes nouvelles de taxation du capital, ou en décourageant les comportements néfastes à l'environnement"*, dit-elle.

Les réactions à chaud ont été plutôt rares. Les médias de la RTBF et ceux de RTL ont recueilli l'avis de la vice-Première CDH, Joëlle Milquet. Cette dernière a fait savoir que l'idée de rééquilibrer la taxation entre le travail et le capital n'était pas neuve, mais qu'elle devait être considérée sur le plan européen pour *"éviter un exode des entreprises ou des capitaux"*. De leur côté, et sans grande surprise, les organisations syndicales ont réagi positivement à la proposition socialiste. C'est le cas aussi du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) dont le président ressort l'idée d'une Cotisation sociale généralisée frappant tous les revenus comme en France (lire notre interview ci-contre).

En revanche, les représentants des employeurs sont restés muets tout au long du week end malgré les sollicitations de la presse. Leur avis est pourtant crucial dans ce débat.

V. R.